

ECHO DU SNU



Bimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

N°3_Mars - Avril 2022



Une femme, c'est toute une vie!



Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-M. Pierre HONNORAT

Vice président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Mme Violette Kakyomya, *Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Tchad et Coordinatrice Humanitaire*

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication du Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Aristophane Ngargoune/UNHCR

-ADA Francois Xavier /OIM

-Adeline Tannone / OIM

-Augustin Zuzané/OCHA

-Donaig Le Du / UNICEF

-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO

-Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA

-Estelle Madjilem/FAO

-Matchoke Tchouafene / UNFPA

-Eloge Mbaihondoum / PAM

-Amadou BARAZE / PAM

-Dr Jean-Bosco NDIHOKUBWAYO / OMS

-Dr ZONGO Ragomzingba Frank Edgard / OMS

-Naissem Jonas / OMS



EDITORIAL: célébrons les femmes

Chères lectrices, chers lecteurs,

A l'instar du reste du monde, le Tchad commémore chaque année la Journée Internationale de la Femme qui célèbre toutes les femmes en mettant en lumière les avancées en matière d'égalité de genre ainsi que les défis auxquels elles doivent faire face pour parvenir à cette égalité.

Les femmes tchadiennes ont accompli des progrès remarquables dans la lutte pour l'égalité des droits. Sur le plan professionnel, elles occupent de plus en plus des postes de décisions et cela s'observe même dans le contexte délicat de la transition où on compte 33% de femmes membres du Conseil National de Transition (CNT) et 50% au bureau exécutif du CNT, 23% de femmes membres du Gouvernement et 14 femmes sur 69 membres du Comité d'Organisation du Dialogue National inclusif (CODNI) pour ne citer que ces institutions. Même si des efforts significatifs restent à fournir dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'alphabétisation, la formation professionnelle, l'accès des femmes aux ressources et la lutte contre les violences fondées sur le genre, il est important de saluer les progrès réalisés.

Le thème international de la Journée Internationale de la Femme édition 2022 : « L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable dans le contexte du changement climatique » est choisi en reconnaissance de la contribution cruciale des femmes et des filles à l'adaptation et à l'atténuation des changements climatiques et au renforcement de la résilience.

Le Tchad, par sa position géographique, est confronté drastiquement au défi de l'environnement et aux effets du changement climatique. Les principaux risques climatiques observés concernent essentiellement (i) la baisse et la variabilité accrue de la pluviométrie et des ressources en eau ; (ii) l'accroissement continu des températures observées depuis les années 90 ; (iii) la recrudescence des phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations, canicules) qui deviendront de plus en

plus fréquents selon les spécialistes de l'environnement. Les femmes et les filles tchadiennes, en raison de leur vulnérabilité, sont les premières victimes car elles sont en majorité les plus pauvres et dépendent davantage des ressources naturelles. Cependant, elles peuvent également jouer un rôle décisif en tant qu'agent de changement pour l'adaptation et la résilience au changement climatique.

C'est à juste titre que, dans son message à l'occasion de la journée internationale de la femme, le Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur António Guterres, a souligné l'importance du rôle des femmes et des filles dans la lutte contre les changements climatiques en déclarant : « Nous avons besoin de plus de femmes ministres de l'environnement, chefs d'entreprise, présidentes et premières ministres, qui puissent pousser les pays à s'attaquer réellement à la crise climatique, créer des emplois verts et construire un monde plus juste et plus durable ».

Je vous invite à méditer sur cette réflexion en espérant que la lecture de ce numéro consacré à la célébration de Journée Internationale de la Femme renforce votre conviction en matière d'égalité de genre.

Bonne lecture !



Violette Kakyomya, Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies et Coordonnatrice Humanitaire

L'UNFPA est l'agence des Nations Unies en charge des questions de santé sexuelle et reproductive et droits reproductifs. Sa mission est de créer un monde dans lequel chaque grossesse est désirée et chaque accouchement sans danger. Un monde dans lequel chaque jeune réalise pleinement son potentiel. Les trois résultats transformateurs de l'UNFPA au monde sont d'atteindre d'ici 2030: - Zéro décès maternel évitable; - Zéro besoin non couvert en planification familiale; - Zéro violence basée sur le genre y compris les pratiques néfastes.

Au Tchad, en dehors des trois résultats transformateurs majeurs ci-dessus le Fond des Nations Unies pour la Population (UNFPA) est le partenaire technique principal du Gouvernement pour le troisième recensement général de la population et de l'habitat (couplé au recensement de l'agriculture) RGPH3.



Plus spécifiquement, UNFPA appuie techniquement et financièrement pour :

Un accès fiable aux contraceptifs modernes des femmes et adolescentes dans les 23 provinces du pays ;



La formation des sages femmes et le déploiement de 125 sages femmes en appui au Ministère de la Santé et de la Solidarité nationale ;



L'innovation de sage-femmes humanitaires (sages femmes formées au Dispositif Minimum d'Urgence, à la gestion médicale des viols et à la prévention des abus et exploitations sexuelles dans les situations d'urgence ;

La mise à disposition d'un Pool de Formateurs des Formateurs en Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence, permettant au pays d'améliorer la qualité des soins maternels et néonataux ;

La prévention des grossesses scolaires, dont les complications connexes sont la principale cause de mortalité des jeunes filles âgées de 15 à 19 ans



La réfection et l'équipement des blocs opératoires des centres de traitement des fistules obstétricales à Ndjaména, Abéché et l'opérationnalisation d'un nouveau pôle de traitement à Moundou ;

La prévention de la violence basée sur le genre, qui touche une femme sur trois au Tchad y compris les mariages précoces et les mutilations génitales féminines;

L'innovation de la mise en place des guichets uniques (One Stop centers) pour la prise en charge holistique des survivantes de violences faites aux femmes avec le PNUD et l'UNICEF



La distribution de fournitures pour accouchement sans danger, de kits de dignité et d'autres fournitures vitales pour les victimes de conflits et de catastrophes naturelles

La promotion de l'hygiène menstruelle avec l'appui technique et financier de start-ups pour la fabrication locale et la distribution gratuite de serviettes hygiéniques aux filles dans les écoles

L'appui de l'ANATS pour la délivrance des actes de naissances et le système d'état civil en général

L'appui technique et financier au 3e recensement général de la population et de l'habitat du Tchad (RGPH3) qui est couplé à celui de l'Agriculture

Le Représentant de l'UNFPA s'exprime...

Par Matchoke Tchouafene



Dr Sennen Hounton est le Représentant Résident du Fond des Nations Unies pour la Population (UNFPA) au Tchad ; C'est un leader dans le domaine de la santé reproductive, des systèmes résilients de santé, de la préparation et de la réponse aux urgences humanitaires avec plus de deux décennies dans des postes de direction et de leadership aussi bien dans les opérations de développement et humanitaires. Avant d'être nommé au Tchad, Dr. Sennen Hounton a occupé plusieurs postes à l'UNFPA : Représentant en République démocratique du Congo, Représentant ad intérim en Sierra Léone, Coordonnateur principal des urgences au Soudan du Sud, et Chef d'équipe de planification familiale au siège de l'UNFPA. Avant de rejoindre l'UNFPA, Dr Sennen Hounton a travaillé au Centre de lutte pluri-pathologique de l'OMS au Burkina Faso sur la préparation et la riposte aux flambées épidémiques. C'est un diplomate passionné par le positionnement des droits et des choix des femmes et des adolescentes dans le cadre de développement tel que la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'agriculture, le changement climatique et l'environnement, l'éducation et l'économie inclusive dans les contextes à triple nexus. Dr Sennen Hounton est médecin de formation avec une maîtrise en santé publique (de l'Oklahoma School of Public Health des États-Unis) et un doctorat en santé publique (Université d'Aberdeen, Écosse, Royaume-Uni)

Echo SNU: Mr. Le représentant, pouvez-vous nous dire succinctement les priorités de l'UNFPA dans son travail d'appui au gouvernement tchadien ?

Dr. Sennen HOUNTON : La vision du fond des Nations Unies pour la Population dans tout le monde entier et ici au Tchad est celui d'avoir : - Zéro décès maternel évitable (qu'aucune femme ne meurt en donnant la vie); -Zéro besoin non couverts en planification familiale (que toutes les grossesses sont désirées); - Zéro violence basée sur le genre y compris les pratiques néfastes comme le mariage des enfants ou les mutilations génitales féminines

En plus de ces trois priorités nous avons de façon contextuelle, l'appui technique et financier pour l'organisation du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3) couplé à celui de l'Agriculture, l'appui à l'élaboration du Plan National de Développement 2022-2026 et l'appui des femmes, et les jeunes pour la participation à la transition politique . Sur ce dernier point de la transition politique nous allons au-delà de la préparation de la participation au dialogue national inclusif pour nous attaquer aux causes profondes de l'inégalité du genre et aussi à la capitalisation des efforts d'autonomisation, des correcteurs culturels et sociaux pour la paix et la sécurité dans ce pays traversé par de nombreux conflits et crises humanitaires. Nous examinons pour cela les interrelations pouvoir, traditions, cultures, le vécu des femmes pour l'autonomisation de la jeune fille, la paix, la sécurité au Tchad et enfin les processus, capacités, et habiletés des institutions pour l'autonomisation des femmes, la contribution à la paix et la sécurité.

Echo SNU: En tant qu'agence des nations unies pour l'appui technique, quels sont les principaux défis au développement du Tchad ?

Dr. Sennen HOUNTON : Le fond des Nations Unies pour la Population est d'abord une agence de développement et spécialisée sur les questions de santé sexuelle et reproductive et de dynamique populationnelle ; Nos défis sont les mêmes que pour le pays et les acteurs de développement et sont de deux ordres : - Défis structurels confirmés dans les études récentes de la Banque Mondiale à savoir, le faible capital humain (niveau faible de scolarisation, très faible autonomisation des jeunes filles avec les mariages précoces, taux de dépendance démographique avec Indice synthétique de Fécondité à plus de 3), les difficultés de connectivité (routes, électricité, internet), la limitation de l'espace fiscal du fait de la grande partie consacrée aux questions de sécurité et de défense; - Défis au niveau national (transition politique), régional (crises au Sahel) et mondial (Covid19, insécurité alimentaire, changement climatique, etc.); - A ces défis il faut ajouter la très faible présence des donateurs et le faible financement des secteurs du capital humain qui constitue le champ d'action de UNFPA ; ainsi par exemple nous avons, comparé à d'autres pays du Sahel très peu de financements sur la question de l'accès à la

contraception, sur la question de réduction des décès maternels et sur la prévention et prise en charges des survivantes aux violences faites aux femmes .

Echo SNU: Pour UNFPA, quelles sont les difficultés et les perspectives pour l'année 2022 et au-delà ?

Dr. Sennen HOUNTON : Les difficultés sont les défis évoqués et surtout de la mobilisation des ressources ; A ce jour par exemple nous n'avons pas encore de positionnement sur le Recensement général de la Population et de l'Habitat pour planifier le développement et suivre les résultats ;

Les perspectives pour 2022 et au-delà concernent l'appui à la transition politique, à la réalisation du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP3), un réseau de Centres Intégrés de Services Multifonctionnels pour la prise en charge des survivantes de violence faites aux femmes (une première au Tchad), un meilleur investissement dans les sages femmes pour un système de santé plus résilient pour la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, l'appui aux nouvelles institutions de la transition et après la transition pour les politiques et budgétisation sensible au genre et à la capture du dividende démographique .

Mme Elise Kakam, rejoint le bureau pays de l'UNFPA

Elise apporte à ce poste plus de 12 ans d'expérience dans la gestion de projets et de programmes de l'UNFPA, passant de responsable des opérations à coordinatrice de programme et responsable des opérations régionales pour la région Est et Sud de l'UNFPA - Johannesburg. Avant d'occuper ce poste, Elise a dirigé le plus grand centre humanitaire du bureau de pays de l'UNFPA à Goma (RDC), en plus de son leadership dans la gestion des opérations de l'UNFPA en Angola, au Ghana, en RDC et en Afrique du Sud (bureau régional). Elle a été membre de plusieurs ICG (Internal Consultative Group) du FNUAP pour divers programmes de pays, ainsi que membre de plusieurs CPRC (Country Programme Review Committee) pour divers bureaux de pays du FNUAP. Avant de rejoindre l'UNFPA, Elise a travaillé pendant 10 ans dans les bureaux de l'UNICEF et du PNUD au Cameroun, après avoir travaillé dans une compagnie pétrolière du secteur privé.



Les ateliers de planification de la participation des jeunes au dialogue national inclusif tenus respectivement du 17 au 19 Mars et du 12 au 14 Avril 2022 à N'Djaména.

Par Matchoke Tchouafene

Sur financement du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), l'UNFPA, en partenariat avec le PNUD, BCNUDH et UNICEF, deux ateliers de planification de la participation des jeunes au dialogue national inclusif s'est déroulé à N'Djaména.



L'atelier sur la participation des jeunes a été organisé sous le haut patronage du Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de l'Entreprenariat en présence du Secrétaire d'Etat en charge de la Réconciliation Nationale du Dialogue, du Représentant Résident de l'UNFPA et du Président du Conseil National de la Jeunesse du Tchad pour outiller les jeunes à participer efficacement au dialogue national inclusif en portant la réflexion sur les différentes problématiques en lien avec l'avenir du pays en mettant un accent particulier sur les aspirations de la jeunesse. Pendant trois (3) jours, cent trente-cinq (135) jeunes venus de toutes les provinces y compris des zones humanitaires et des représentants des personnes à mobilité réduite ont échangé avec les membres du Comité Technique

d'organisation du dialogue national pour établir les profils des représentants des jeunes, établir la feuille de route de la participation des jeunes et définir les modalités de désignation de leurs représentants au dialogue national inclusif. Après la tenue dudit atelier, il y'a eu une mission de restitution dénommée la caravane nationale "en route pour le dialogue national" dans les provinces du Tchad suivant 4 axes vers un dénouement heureux avec une bonne mobilisation sociale des jeunes qui ne doivent pas être à la marge de cet événement combien grand et important pour la nation et une restitution des travaux de l'atelier de planification de la participation des jeunes au dialogue national ainsi que les conclusions des travaux du CODNI.



Sur financement du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), l'UNFPA, en partenariat avec le PNUD, BCNUDH et UNICEF, cet atelier de planification de la participation des femmes au dialogue national inclusif s'est déroulé à N'Djaména

L'atelier de planification de la participation des femmes, a été organisé sous le patronage de la Ministre de la Femme, Famille et Protection de l'Enfance et a regroupé les principales organisations féminines du Tchad, engagées pour une participation effective des femmes au Dialogue National Inclusif. Sur la base des rapports issus des travaux des sous-comités techniques du comité d'organisation du dialogue national inclusif, cent dix (110) femmes représentant toutes les catégories socio-économiques et professionnelles des 23 provinces du Tchad, ont réfléchi pendant trois (3) jours sur les enjeux de ces assises nationales en rapport avec les femmes ainsi que les défis qu'elles doivent relever. L'atelier a été sanctionné par une feuille de route des actions à mener par les organisations de défense des droits

de la femme d'ici au Dialogue National Inclusif ainsi que par une série de recommandations. La ministre de la femme, famille et protection de l'enfance a dit que la préservation des acquis, l'implication et la contribution des femmes à l'édification de la nouvelle république est plus qu'une priorité pour le Gouvernement et notre objectif est une participation qualitative des femmes au prochain dialogue national. Pour le Représentant de l'UNFPA « l'expérience nous a montré que pour les questions de paix et cohésion sociale, la réussite des processus de dialogue politique ou de réconciliation, de paix durable, la présence et le rôle des femmes est cruciale »



Lancement de Projet de résilience communautaire sur financement KOICA.

Par Matchoke Tchouafene

Il s'est déroulé du 20 au 23 avril 2022 au Lac puis du 28 Avril au 05 Mai 2022 dans les provinces du Logone Occidental, du Logone Oriental, du Mandoul une mission d'ancrage conjointe composée du Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale (MEPDCI), UNFPA et Good Neighbors pour mobiliser les acteurs de mise en œuvre dans le cadre du projet « Renforcement de la Résilience Communautaire et Transformation de la Vie des Femmes et des Jeunes dans les Provinces Humanitaires et à Haut Risque de Conflit au Tchad » financé par KOICA.

Du 20 au 23 avril 2022 dans la province du Lac, la mission a eu des échanges avec différents acteurs, en l'occurrence le Secrétaire Général et le Directeur du Cabinet du Gouverneur ainsi qu'avec le représentant du Chef de Canton, la ligue provinciale des femmes prédicatrices, le Délégué Sanitaire Provincial, le Délégué Provincial de l'Action Sociale, le personnel de l'Association des Femmes Juristes du Tchad (AFJT), Initiative Humanitaire pour le Développement Local (IHDL) et le PAM sans oublier la visite à l'hôpital Provincial du Lac. L'objectif principal était de présenter le projet aux acteurs, mais aussi de cerner les réalités, les défis et les fenêtres d'opportunités et de synergie existants y compris les enjeux sociétaux pour un engagement accru des acteurs locaux vis-à-vis du projet et une meilleure formulation des pistes de travail pour les prochaines étapes.



A Goré, chef-lieu du département de la Nya-Pendé (Logone Oriental), une synergie d'actions entre les organisations (UNFPA, Good Neighbors, Fédération Luthérienne Mondiale, HCR) est en train de se bâtir autour du projet d'aviculture en renforçant les capacités techniques des groupements féminins de base et en passant à l'échelle par la mise à la disposition des moyens nécessaires pour produire des œufs et des poulets. Le projet KOICA pourra ainsi contribuer indirectement à la nutrition de la population par la diversification alimentaire et à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires.

Du 28 Avril au 05 Mai 2022, la mission a visité les provinces du Logone Occidental, du Logone Oriental, du Mandoul et du Moyen Chari et a eu des réunions d'échange sur le projet avec les autorités administratives, traditionnelles, religieuses, les organisations de la société civile et les agences sœurs des nations Unies.

Les principales composantes du projet leur ont été présentées (Autonomisation des organisations de femmes et de jeunes et renforcement de leur résilience ; Renforcement de l'accès, de la demande de services de santé sexuelle et reproductive/planification familiale de haute qualité, y compris les services multisectoriels de VBG ; Renforcement de la protection et de la prévention des conflits parmi les personnes déplacées et les communautés d'accueil) et leur engagement et implication effective obtenus. L'équipe a profité de son séjour pour visiter l'hôpital de district de Maro dans la province du Moyen Chari et a procédé à la remise des équipements (Tables d'hospitalisation et d'examen, table de réanimation du nouveau-né, boîtes d'accouchements, AMIU et ventouses obstétricales etc.)



au centre de santé de Belom dans le district de santé de Maro dont la zone de responsabilité de Belom héberge deux sites de réfugiés centrafricains (le site de Belom avec 22 826 réfugiés et celui de Mousmba avec 7062 réfugiés). Ces équipements permettront de faire une offre des services de santé de la reproduction de qualité en général (PF, CPN ; Accouchement, soins aux survivantes des VBG) et les Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence en particulier pour sauver des vies.



A l'hôpital Provincial de Koumra, le Délégué Provincial a relevé que la maternité de l'Hôpital, réalise en moyenne 2500 accouchements par an et 20 Césariennes par mois. Cette performance est obtenue dans un espace exigu et une insuffisance d'équipements qui ont été objectivés par l'équipe de la mission qui a visité l'hôpital. L'UNFPA à travers son Représentant, s'est engagé à assurer l'agrandissement et l'équipement de la maternité, ainsi que l'espace pour l'offre des services de Planification Familiale. L'UNFPA accompagne la province du Mandoul dans son choix de réduire au maximum les décès maternels et néonataux évitables car un fort taux d'accouchement en institution en présence d'un personnel qualifié (100% souhaité) et un taux de césarienne aux normes (entre 5 et 15%) sont indispensables pour l'élimination des décès maternels et néonataux évitables.

Dans le Logone Oriental, la visite à la plus haute autorité de la province (Le Gouverneur et ses proches collaborateurs) a permis de passer en revue les interventions de UNFPA dans la province

22 sages-femmes mis à disposition des centres de santé et des hôpitaux ; l'équipement du second bloc opératoire et de la maternité de l'Hôpital Provincial de Doba ; l'équipement des formations sanitaires du réseau SONU ; l'offre des services de santé de la reproduction y compris la prévention et la prise en charge des cas de VBG dans la zone humanitaire de Goré (Réfugiés, retournés et population hôte) etc. Les échanges avec les autorités ont conclu à la mise en place d'un Centre Intégré de Services Multisectoriels (CISM) de prise en charge des survivantes des Violences Basées sur le genre (VBG). Les locaux mis à disposition par l'Equipe Cadre de la Province Sanitaire du Logone seront aménagés, équipés et rendu fonctionnels pour la prise en charge intégrée et holistique



(Clinique, Psycho-social, juridique et socio-économique) des survivantes. L'élimination des Violences Basée sur le Genre dans un environnement législatif et juridique favorable associe les activités de prévention et de prise en charge intégrée et holistique des survivantes.

Dans le cadre du volet entrepreneuriat jeune de ce projet, la mission a visité le Centre Don Bosco de Doba, le Vocational Training center de HCR à Maro, les groupements féminins dans l'aviculture et la pisciculture à Goré avec les populations réfugiées et déplacées qui offre des formations professionnelles

et autres petits métiers. L'objectif étant d'offrir aux jeunes vulnérables de la province, des opportunités de formations aux métiers. La prévention de l'extrémisme violent passe entre autres par l'entrepreneuriat et l'employabilité des jeunes.





Le Gouvernement à travers le Ministère de la Justice, chargé des Droits Humains a organisé du 27 au 29 avril 2022 le forum national des droits de l'homme du Tchad. Cet important évènement réalisé avec l'appui technique et financier du Système des Nations Unies en général et en particulier du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a donné l'opportunité aux acteurs des droits de l'homme d'examiner la situation des droits de l'homme au Tchad. Le forum ouvert en présence du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, du Ministre des Mines, de la coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies, des Représentants des institutions républicaines, du Corps diplomatique, des organisations internationales et de la société civile a rassemblé cent soixante-quatorze (174) acteurs des droits de l'homme dont quarante-sept (47) femmes provenant de différentes localités et provinces du Tchad. Les participants étaient essentiellement composé des leaders des organisations de la société civile, (organisations de femmes et de jeunes, de personnes vivant avec handicap) ; des défenseurs des droits de l'homme ; des représentants d'organisations internationales ; des représentants de l'administration publique nationale et provinciale; des responsables politiques ; des représentants des syndicats d'enseignants, des acteurs judiciaires (

magistrats, avocats...) ; des représentants des autorités traditionnelles et religieuses ; des experts des questions thématiques.

L'objectif principal était d'offrir à ces acteurs de droits de l'homme un véritable espace de dialogue et de discussion sur les défis majeurs en matière de droits de l'homme, afin d'analyser les pratiques, les possibilités et recommandations d'actions pour garantir et renforcer la protection, la promotion des droits de l'homme et l'état de droit au Tchad. En prélude au forum national des droits de l'homme, le Ministère de la Justice en Charge des Droits Humains et le HCDH ont appuyé l'organisation des consultations et échanges avec les leaders des différents groupes sociopolitiques sur les enjeux du dialogue national inclusif et l'importance d'une politique nationale des droits de l'homme. Cette série de consultations menées à Sarh, Doba, Moundou, Bongor, Abéché et Mao en mars et avril 2022, ont permis de recueillir les préoccupations et recommandations des acteurs sociopolitiques sur les questions des droits de l'homme. Ces recommandations collectées au niveau local ont alimenté et enrichies le forum national des droits de l'homme.

Durant trois jours de travaux, les experts des questions thématiques ont facilité les travaux en panel. Les participants-es regroupés en panels thématiques ont abordé les principales problématiques suivantes : l'administration de la justice et le droit à un procès équitable; les conflits agriculteurs-éleveurs (le droit à l'alimentation et les conflits entre agriculteurs et éleveurs, la cohésion sociale); les droits de l'homme et les industries extractives; les droits de l'homme et élections (participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision, respect des libertés fondamentales) ; la protection des défenseurs des droits de l'homme ; la cohésion sociale et réconciliation nationale ; le droit à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'électricité au Tchad ; l'harmonisation de la législation nationale avec les

engagements internationaux en matière de droits de l'homme. Le Forum National des Droits de l'Homme a été ainsi l'occasion pour les participants d'analyser ces principales problématiques des droits de l'homme, de partager leurs expériences et de formuler des recommandations pour améliorer la situation des droits de l'homme d'une part et placer les droits de l'homme au centre des discussions du prochain dialogue national inclusif autre part. A l'issue des travaux, les participants-es ont formulé une série de recommandations pertinentes pour améliorer la situation des droits de l'homme au Tchad. Parmi celles-ci figure entre autres, l'adoption d'une loi spécifique des défenseurs des droits de l'homme, d'une politique nationale des droits de l'homme et d'un plan d'action et de suivi et de mise en œuvre des recommandations du forum.

Les organisations de la société civile formés sur le monitoring des droits de l'homme y compris en période de transition

Conformément à son mandat, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) appuie les autorités, les acteurs clés de la transition ainsi que les différents acteurs sociaux y compris de la société civile à intégrer les standards des droits de l'homme dans le processus de transition et à observer manière indépendante l'inclusion et la participation du dialogue national inclusif (DNI).

C'est dans ce contexte que le HCDH a renforcé les capacités des membres des organisations de la société civile sur le monitoring et le rapportage des droits de l'homme, y compris en période de transition. L'atelier organisé du 23 au 26 mars à Moundou a permis non seulement de renforcer les connaissances des participants sur les mécanismes de protection et le monitoring des droits de l'homme y compris

pendant la période de transition, mais aussi de les outiller à faire l'audit social de la transition.

L'activité intervenait dans le cadre du projet d'appui à une transition institutionnelle et politique apaisée au Tchad mis en œuvre conjointement par le HCDH, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) sur financement du Fonds de consolidation de la Paix des Nations Unies (PBF). La session a abouti à la mise en place d'un réseau d'organisations de la société civile que le HCDH continuera à renforcer afin qu'il puisse conduire l'audit social de la transition et observer manière indépendante la participation du dialogue national inclusif, le référendum constitutionnel ainsi que les futurs processus électoraux.



Lancement du processus d'élaboration du PND 2022-2026.

Par Pascal Ferso Dohou

Lancé officiellement le lundi 21 mars 2022 par le Premier Ministre de Transition, S.EM. Pahimi Padacké Albert, le Ministre de l'Économie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale (MEPDCI), M. Mahamat Hamid KOUA et ces collègues Ministres, des partenaires techniques et financiers et bien d'autres hauts cadres de la République ont honoré de leur présence à la réunion du Haut Comité d'orientation, de suivi et d'évaluation du Plan National de Développement (PND) 2017-2021. Le Coordonnateur résident par intérim du Système des Nations unies au Tchad, M. Serge TISSOT, souligne dans son allocution que cette évaluation devra nous interpeller et nous instruire sur le niveau et la qualité de nos interventions, tant dans leur conception que dans leur mise en œuvre sur le terrain. Ensemble, nous devons en tirer les meilleurs enseignements pour faire du prochain PND une plus grande réussite. Le Ministre de l'Économie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale (MEPDCI), M. Mahamat Hamid KOUA quant à lui, évoque que l'évaluation dudit rapport montre une dimension intégratrice en mettant en perspective ces performances globales. Il poursuit dans la même lancée en rappelant qu'il ne suffit pas seulement de vérifier le niveau de réalisation des indicateurs qui doivent répondre à des caractéristiques et des typologies internationalement admises, mais aller au-

delà pour construire une opinion sur le processus, les acteurs et surtout le contexte. En lançant officiellement ledit document, le Premier Ministre de Transition, S.EM. Pahimi Padacké Albert relève que le PND fédère toutes les actions du Gouvernement en matière de développement, et tant entendu qu'il reste le fruit d'une vision prospective. Il rappelle également que c'est le lieu ici de réitérer notre attachement aux idéaux du Feu Maréchal du Tchad Idriss Déby ITNO, Président de la République, Chef de l'État, de faire du Tchad à l'horizon 2030, un pays émergent. Cet instrument vise à faire du Tchad un pays en paix, respecté et impliqué dans son environnement régional et international ; à donner la possibilité à chaque citoyen d'accéder à l'eau, à la santé, au logement, à l'énergie et à la mobilité. Il vise aussi à bâtir un Tchad dynamique, fort économiquement et respectueux de l'environnement. Le Premier Ministre de Transition, S.EM. Pahimi Padacké Albert clos ses propos en saluant l'optimisme de toutes les parties prenantes malgré les crises économiques, sécuritaires et sanitaires qui ont secoué le monde, et plus particulièrement notre pays. Cette assise qui a regroupé plusieurs personnalités de Haut rang permet de dégager le bilan de la mise en œuvre du Plan National de Développement 2017-2021 et corriger ses faiblesses dans la formulation et la mise en œuvre du PND 2022-2026.



La question de la transhumance transfrontalière et les enjeux de sécurité au cœur d'une réunion de haut niveau

Par Madjilem Estelle

Le Ministère de l'Élevage et des Productions Animales et le Centre pour le Dialogue Humanitaire de l'Afrique Centrale organise du 22 au 24 mars 2022 à Ndjamena, la réunion de haut niveau sur la transhumance transfrontalière et les enjeux de sécurité transfrontalière.



Cette réunion va permettre à la République de la Centrafrique et le Tchad de créer les conditions de la relance de la commission mixte pour une gestion apaisée de la transhumance entre les deux pays. Il s'agira également au cours de cette rencontre d'analyser les recommandations et conclusions issues de deux rencontres préparatoires, décider des mesures à prendre et élaborer une feuille de route pour leur mise en œuvre et mettre en place un comité de suivi des recommandations. Le Chef de Mission du Centre pour le Dialogue Humanitaire de l'Afrique Centrale M. Augustin Koulas a souhaité que ces assises puissent apporter une contribution à faire de la transhumance une activité pacifique, paisible et davantage rentable, au regard de leur potentiel. Le représentant de la FAO au Tchad M. Serge Tissot affirme que cette réunion représente une préoccupation de son organisation au niveau sous régionale de voir une pacification de tous les problèmes liés à la transhumance. Pour le Chef de la Délégation de la RCA Dr Hamat Mal-Mal Essene, la

question de la transhumance est un problème bien complexe mais aussi facile à trouver des solutions s'il y a une volonté. Dans son discours d'ouverture, le Ministre de l'Élevage et des Productions Animales Dr Abderahim Awat Atteib a mentionné qu'une meilleure connaissance des enjeux sécuritaires de la transhumance transfrontalière ne doit pas se limiter seulement entre les deux pays, mais elle devrait s'étendre aussi dans toute la sous-région de l'Afrique Centrale, car dit-il, une mobilité pastorale transfrontalière apaisée intéresse toute la zone sahélienne. Le Ministre de renchérir que des recommandations issues de cette réunion de haut niveau ne doivent pas perdre de vue la protection de l'environnement surtout l'impact sur le changement climatique. Les parties prenantes à cette rencontre sont de la République Centrafricaine, du Tchad, les organisations inter-gouvernementales, les partenaires techniques et financiers et les réseaux des organisations d'éleveurs et d'agriculteurs.

Le 04 avril 2022, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Agence nationale des titres sécurisés (ANATS) ont lancé une campagne de délivrance de documents d'identité et d'actes de naissance ciblant 1 265 personnes dans les communautés de Tandal, Yakoua, Melea, Nguelea et Kousseri dans la province du Lac.

La campagne est le fruit d'un partenariat récemment noué entre les deux institutions pour renforcer la protection des populations rurales vulnérables à travers un meilleur accès aux services d'identité tels que les actes de naissances et les cartes d'identité. L'identité juridique répond au droit fondamental des personnes à être reconnues en tant que personne devant la loi. Cependant, selon la Banque Mondiale, près d'un individu sur trois n'a pas d'identité légale en Afrique Sub-Saharienne. Au Tchad, ce phénomène concerne la population majoritairement rurale qui, par manque d'information, du fait de l'absence des structures d'état civil, ou encore à cause des coûts parfois très élevés, ne dispose pas de pièce d'identité. « Par conséquent, bon nombre de personnes, en particulier les jeunes tchadiens, n'ont pas accès aux services essentiels tels que les services financiers, et ne réussissent pas à trouver un emploi ou créer une entreprise dans le secteur formel », explique Anne Schaefer, Cheffe de Mission de l'OIM au Tchad. Pour les migrants comme pour les communautés qui les accueillent, l'accès à une identité légale offre une voie vers les droits et les opportunités, donnant accès aux services essentiels. Ainsi, faciliter l'accès à l'identité légale peut jouer un rôle important pour favoriser une migration plus sûre et stimuler le développement socio-économique. « La preuve de l'identité légale fournit non seulement aux personnes une protection nationale et internationale, réduisant ainsi les vulnérabilités le long des routes migratoires, mais contribue également à réduire les inégalités en élargissant l'accès et l'inclusion socio-économique »,

déclare Anne Schaefer. « Depuis ma naissance je n'ai pas eu la chance de disposer d'un extrait de naissance par manque d'information et aussi parce que mes parents ignoraient l'utilité d'un tel document », dit Abdoulaye, résident du quartier Tandal, dans la province du Lac. « En grandissant je fus admis à l'école primaire. Après 5 ans d'étude primaire j'ai dû arrêter mes études au cycle primaire car ne détenant pas d'extrait de naissance pour passer le concours national d'entrée au collège niveau 1. Aujourd'hui, je dispose d'un extrait de naissance qui me servira lors de la réclamation d'une carte d'identité nationale et enfin je vais me réinscrire pour continuer mes études », ajoute-t-il. Dans son plan d'actions prioritaires pour la mise œuvre du Pacte mondial pour les migrations, le Tchad a fait de l'accès à l'identité légale l'une de ses priorités pour la période de 2022 – 2024. Ainsi, le pays bénéficie d'un appui multiforme du Réseau des Nations Unies pour les migrations afin d'améliorer le système de suivi de l'accès à l'état civil, de la délivrance des documents administratifs et d'identité pour les populations, y compris les migrants. Après la province du Lac, la campagne sillonnera les provinces du Kanem, Barh el-Ghazel, Borkou, Ennedi-Ouest et Tibesti dans lesquelles plus de 6 000 personnes recevront des cartes d'identité et des extraits de naissance. La campagne d'identification est soutenue par les projets de stabilisation communautaire de l'OIM financés par l'Agence coréenne de coopération internationale et le Ministère Allemand des Affaires Etrangères.



Un modèle de coopération Sud-Sud pour la mise en place de la surveillance génomique du SARS-COV2 au Tchad

Par Dr Jean-Bosco NDIHOKUBWAYO, Représentant de l'OMS
Dr ZONGO Ragomzingba Frank Edgard et Naissem Jonas

L'épidémie de Covid-19 a été déclarée le 19 Mars 2020 au Tchad. A ce jour, 7396 cas confirmés dans toutes les Provinces dont 275 (3,7%) personnels de santé et 192 décès, soit une létalité de 2,6%.

La réponse du pays à l'épidémie, avec l'appui des partenaires, a permis de mettre en œuvre plusieurs interventions dont celles relatives au diagnostic mais aussi à la prise en charge des patients Covid-19. Les résultats de ces interventions démontrent la capacité de résilience du système des laboratoires au Tchad. En effet, malgré la faiblesse du système, en termes de ressources humaines pour le laboratoire, d'infrastructures et équipements, de biosécurité, de système d'information et du management de la qualité, le pays a considérablement augmenté sa capacité de testing, passant de 100 échantillons Covid testés par jour à environ 1500. Le nombre de sites de diagnostic est passé d'un site en Mars 2020 à 27 sites répartis dans les 23 provinces du pays. Il en a été de même pour la prise en charge des cas où le taux de létalité au début est passé de 7% (un des plus élevés du continent) pour revenir à 2,6% qui est la moyenne mondiale de décès par Covid-19 pris en charge. Cependant, autant le diagnostic reste la pierre angulaire dans la surveillance épidémiologique, autant, le contrôle de l'infection ne saurait être efficace sans une surveillance génomique de celle-ci. En effet, les différentes vagues d'une épidémie sont parfois le reflet ou l'expression épidémiologique d'une variation du

génome du microorganisme. Au début de l'épidémie, outre l'insuffisance du plateau technique pour le diagnostic moléculaire, le pays ne disposait pas de plateforme pour faire le séquençage des microorganismes y compris le SARS-CoV2. L'OMS a ainsi décidé d'accompagner le ministère de la santé publique et de la Solidarité nationale en utilisant deux approches stratégiques :

- la participation au réseau OMS de surveillance génomique où le Tchad avait comme laboratoire de référence, l'institut de recherche biomédicale (INRB) de Kinshasa où il envoyait ses échantillons pour que ce laboratoire les séquence et lui envoie les résultats par après ;
- le renforcement des capacités locales pour que le Tchad soit capable lui-même de séquencer ses propres échantillons au lieu de les référer à Kinshasa.

Pour ce faire, l'OMS a apporté un appui pour la formation d'une équipe locale de techniciens à travers :

- l'organisation d'un stage de trois (3) semaines à l'INRB au profit de trois (3) techniciens de laboratoires et une mission de compagnonnage au Tchad pendant trois (3) semaines par deux experts de l'INRB; l'équipe locale a été formée à l'utilisation d'une plateforme de type Minilon acquise grâce à la coopération avec l'université Johns Hopkins

Entrevue de l'équipe d'experts de l'INRB (en gilet gris) avec le Représentant de l'OMS (2^{ème} à partir de la droite) et les consultants OMS pour le laboratoire aux extrémités,



l'extension du site du laboratoire mobile avec la construction d'un local spécialement dédié au séquençage conformément aux normes en la matière (visite du local en travaux sur la photo 3) ; - l'acquisition (en cours) de deux séquenceurs, d'équipements, de consommables et réactifs pour au moins 600 échantillons. A ce jour l'équipe du Tchad a réalisé le séquençage de 15 échantillons datant de Mars 2022.



Sur ces photos: Analyses pour le séquençage du SARS-CoV2 par l'équipe locale en compagnie des experts de l'INRB (de la gauche vers la droite : étape de pré-PCR, étape de PCR, étape de Libraire séquençage et étape de bio-informatique)

Concernant les résultats de séquençage, ils ont permis de suivre l'évolution du virus en relation avec les différentes vagues épidémiologiques. En rappel, Les trois vagues atteignaient leur pic respectivement à la Semaine 19 de l'année 2020), la Semaine 1 de 2021 et la Semaine 1 de 2022. Elles ont été marquées par les variants de type Alpha pour la première vague, de types Alpha et majoritairement Delta pour la 2ème vague, et Omicron pour la 3ème vague (tableau I).

| Vague | Variants | Nombre de cas au pic | Létalité (%) |
|-----------|----------------------|----------------------|--------------|
| Première | Alpha | 205 | 9 |
| Deuxième | Alpha+ Delta+++ | 360 | 2 |
| Troisième | Delta+ Omicron+++ | 336 | 1 |

Les résultats du séquençage réalisé localement, sur les échantillons du mois de Mars 2022 montrent la circulation de sous-variants du variant Omicron essentiellement (B.1.1.529 = 01 échantillon, BA.1 = 02 échantillons ; BA.2 = 06 échantillons, BA.3 = 01 échantillon). Deux autres variants non préoccupants pour le moment ont aussi été détectés : B.1 = 01 échantillon et Recombinant XJ. = 01 échantillon). En conclusion, comme on peut le constater, la surveillance génomique est effective au Tchad grâce l'opérationnalisation de la plateforme de séquençage. Toutefois, le challenge réside dans : - la finalisation de l'infrastructure pour le séquençage et la dotation d'une plateforme de séquençage assez robuste ; - le renforcement des capacités de

stockage/conservation et collecte des échantillons dans les provinces ; - l'augmentation du nombre de personnel formé pour le séquençage ; -la formation de personnel spécifique pour les aspects Bio informatique ; - l'approvisionnement régulier en réactifs et consommables ; - la mise en place d'un protocole national de surveillance génomique afin de s'assurer de la représentativité des échantillons collectés. L'OMS et ses partenaires sont aux côtés du gouvernement du Tchad afin de l'appuyer dans ses efforts à relever les défis cités plus haut pour consolider et pérenniser les acquis de la coopération sud-sud en matière de surveillance génomique du SARS CoV-2 le virus responsable de la Covid-19.



Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique (MENPC) avec l'appui de l'UNESCO se dote d'un document de référence répertoriant les actions à mettre en œuvre pour lever les déficits individuels et institutionnels liés aux compétences et lui permettre ainsi d'accélérer la marche vers l'atteinte de l'ODD4 et de la Vision 2030 « Le Tchad que nous voulons ».

Fruit de la collaboration entre l'UNESCO et le MENPC, ce plan stratégique de renforcement des capacités est un moyen de consolider et de pérenniser les bases indispensables à la gestion et au pilotage efficaces du système éducatif. C'est dans ce sens que, lors de l'élaboration du Projet de Renforcement de l'Éducation et de l'Alphabétisation (PREAT), le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique a inscrit, parmi les priorités, l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités dudit Ministère, traduisant le souci du Gouvernement de permettre à ce Département d'avoir la pleine maîtrise de la mise en œuvre opérationnelle des plans et programmes de développement de l'éducation.

Ainsi ce plan de renforcement des capacités ambitionne de changer les paradigmes et de faire en sorte que les capacités des structures et des acteurs soient un puissant levier de l'amélioration des performances du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion de l'Éducation Civique. À toutes les étapes de son élaboration, l'accent a été mis sur les capacités organisationnelles et individuelles. Les capacités organisationnelles comprennent tous les éléments touchant les capacités d'intervention des structures. À titre d'exemples, on peut relever les infrastructures, les moyens logistiques, les manuels de procédures et guides de gestion des ressources (financières, matérielles et humaines), les outils de communication et d'information d'aide à la prise de décision. Les capacités individuelles comprennent les

éléments qui sont à même d'accroître les rendements des agents comme l'accroissement des compétences, le système de nomination aux postes de responsabilité, le système de récompense des agents méritants.

Ce plan de renforcement des capacités du MENPC s'inscrit dans la composante Amélioration des capacités de gestion du système porte sur le « renforcement des capacités de pilotage et de gestion » du Projet de Renforcement de l'Éducation et de l'Alphabétisation au Tchad (PREAT). Le Secrétaire Général du Ministère, Monsieur MAHAMAT SEID FARAH a indiqué que le pilotage et la gestion du système éducatif est complexe et nécessite de disposer des cadres formés et compétents afin d'appuyer et d'éclairer les décideurs à tous les niveaux de prise des décisions. C'est dans ce contexte que le Ministère a identifié les contraintes liées au développement des capacités en planification et gestion de l'éducation et à la gouvernance. Malgré les efforts déployés pour l'amélioration de l'administration du secteur, celle-ci reste marquée par la faible capacité de gestion et de pilotage.

Et pour relever ce défi, il est nécessaire au MENPC de se doter d'un plan stratégique de renforcement des capacités comme moyen de consolider et de pérenniser les bases indispensables de gestion et de pilotage efficaces du système éducatif.

Tous les documents de politique visant le développement de l'éducation au Tchad, au niveau des sous-secteurs de l'enseignement fondamental et secondaire, ont, de façon récurrente, relevé que la faiblesse des rendements du système éducatif était grandement tributaire des faiblesses des capacités des structures et des acteurs en termes de gestion et de pilotage. Il apparaissait d'une impérieuse nécessité de renforcer les capacités des structures et des acteurs.



L'assistance du Programme alimentaire mondial (PAM) reste une bouée de sauvetage pour les milliers de familles qui ont tout laissé derrière elles pour fuir les violences.

Il est 11 heures, ce mardi 15 février 2022. Drapé dans un grand boubou beige, Adam Brahim, 47 ans, est assis sous son acacia. Le ciel de Ngourtou Ngouboua est bleu. Le soleil est plombant. Un léger vent chaud mêlé de grains de sable chatouille le corps par moments. Adam et sa famille ont eu un petit déjeuner composé d'une sauce de gombo sec accompagnée de la boule de sorgho – plat local à base de farine de céréale et d'eau bouillie. Maintenant, c'est l'heure du repos. La famille est bercée par une fluette musique en langue Kanembu sortant d'un téléphone posé sur le sol sablonneux. Adam fait partie des plus de 400 000 personnes déplacées internes qui ont fui les violences de groupes armés dans le Lac Tchad. Il y a deux ans, il vivait à Lemingam, un village situé dans les îles du Lac Tchad, vers la frontière entre le Tchad et le Nigeria. « Une nuit, les assaillants sont venus attaquer un village voisin », se souvient Adam. « On a entendu plusieurs coups de feu et explosions. Ils ont tué des gens. Ils ont tout pillé », se souvient-il très ému. De peur de subir une autre attaque, les habitants de Lemingam quittent les îles. Comme la plupart des personnes déplacées, il n'a rien pu

emporter d'autre que les vêtements qu'il portait sur lui le jour de sa fuite. La famille d'Adam trouve refuge dans le village de Maghar, après trois rudes journées de marche. Trois mois plus tard, c'est la veille de la Tabaski. Une mauvaise surprise se prépare. « C'était comme un cauchemar. A peine était-on installé que les groupes armés sont revenus frapper à Maghar. Ils ont brûlé le village et tué un de mes frères », décrit-il dans un soupir. La famille fuit une seconde fois pour s'installer dans le village de Ngourtou Koumboua. Dans leurs déplacements, les familles déplacées ont peu ou pas d'accès aux moyens de subsistance. Tout comme Adam, la survie de ce nombre croissant de populations dépend principalement de l'aide humanitaire et de la solidarité des villages hôtes. Ce nouveau mode de vie n'est pas pour plaire à Adam qui vivait plutôt d'élevage, d'agriculture, petits commerces et des objets d'art de sa femme dans les îles du Lac Tchad. « J'ai été bien accueilli et beaucoup ont été vraiment généreux envers moi » raconte Adam. « Mais comme nous sommes devenus plus nombreux dans le village, ça devient difficile. »

Le « Cash du PAM »

En plus des conflits, les chocs climatiques et la crise COVID-19 ont drastiquement affecté les ressources naturelles, déjà rares, dans le bassin du Lac Tchad. Les sites de déplacés internes sont ainsi frappés par une pénurie des denrées alimentaires et un pic des prix sur le marché rend inaccessible la nourriture aux familles les plus démunies. « Aujourd’hui, les familles qui partageaient leurs repas avec nous ont du mal à se nourrir. Le maïs qui est pourtant notre aliment de base est devenu cher. C’est pour ça que l’argent que je reçois du PAM est vraiment précieux pour nous », confie ce père de huit enfants. Adam fait partie des familles vulnérables ciblées par l’assistance alimentaire du PAM soutenue par la Direction générale de la protection civile et des opérations d’aide humanitaire européennes (ECHO). Cette aide distribuée sous forme d’espèces, permet de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des familles pour une période d’un mois. « Grâce à cette aide, nous mangeons au moins une fois par jour. Mais quand

le calme va revenir, je veux rentrer chez moi avec ma famille et continuer mes activités » dit-il. A l’image de son père, Salamata, l’ainée de la famille garde toujours espoir et un sourire communicatif malgré sa vie de déplacée. Du fond de la cuisine – une paillote couverte de bâche – Salamata réchauffe le repas de ses frères qui viennent de rentrer de l’école. « Il y a des jours où ils n’ont rien à manger à leur retour de l’école. Les tout-petits pleurent dans ces cas-là », explique la jeune fille. « J’espère que notre situation va s’améliorer un jour et qu’on pourra retrouver une vie normale à Lemingam » affirme Salamata. « Les mangues et les goyaves de notre jardin de là-bas me manquent parfois, mais je suis sûre que tout ira bien » conclut-elle. En 2021, l’assistance alimentaire et nutritionnelle d’urgence du PAM a été fournie à plus de d’un million de personnes à travers le Tchad. Parmi ces bénéficiaires, on compte 42 600 d’enfants en situation de malnutrition, également assistés grâce aux contributions d’ECHO.



Les femmes du Tchad ont célébré avec faste la Journée Internationale de la femme

Par Pascal Dohou Ferso

Durant une semaine, c'est-à-dire du 1 au 8 mars, les femmes tchadiennes ont célébré comme à la coutumier, la Semaine Nationale de la Femme Tchadienne (SENAFET) et la Journée Internationale de la Femme (JIF) édition 2022.



La ville de Pala a vibré au rythme de la SENAFET

Chaque année, une ville est choisie pour abriter les activités de la semaine nationale de la femme tchadienne. Cette année, pour l'édition 2022, c'était au tour de la ville de Pala de servir de cadre pour les festivités de la SENAFET.

Deux jours avant le lancement officiel, les femmes des différentes provinces ont fait le déplacement pour assister au lancement officiel de la SENAFET. Nous sommes le 1er mars 2022, tôt le matin, les femmes prennent d'assaut la place de l'indépendance de la ville de Pala, pour le lancement de la SENAFET. Du haut de la tribune, la ministre de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance Amina Priscille Longoh a présidé la cérémonie de lancement des festivités de la SENAFET/JIF à Pala. A cette occasion, elle a salué les efforts des différentes femmes qui apportent leurs contributions au bien-être de leurs familles, de leurs communautés et du peuple. Face au public, Amina Priscille Longoh a fait

savoir que la SENAFET est un moment de brassage et de réflexion sur les conditions de vie de la femme. Le gouverneur de la province du Mayo Kebbi Ouest, Zilhoubé Pafalé Pataïdang, a rassuré les délégations que toutes les dispositions nécessaires sont prises pour le bon déroulement des activités. Ce grand événement porte sur le thème national : « Femme au cœur de la transition, enjeux et perspectives ». Selon la ministre, ce thème prend en compte les engagements du Conseil Militaire de Transition en matière d'implication des femmes dans les instances décisionnelles. Plusieurs activités ont eu lieu pendant la semaine. Il s'agit des conférences débats sur les violences basées sur le genre, des maux qui minent l'épanouissement de la gent féminine, des ateliers de formation axés la transformation des produits locaux et autres. C'est l'école du Centre de Pala qui abrite la foire et les différentes activités de ladite semaine.

Lancement des CISM One Stop Centers à N'Djaména pendant la SENA 7E, Semaine Nationale de la Femme Tchadienne.

Par Matchoke Tchouafene

Pour la toute première fois au Tchad, les survivantes vont disposer de Centres Intégrés de Services Multifonctionnels (CISM) de prise en charge des survivantes de violences faites aux femmes.

En effet, les violences basées sur le genre constituent une grave violation des droits humains. Elles représentent une menace à la santé, au bien-être, aux opportunités et à la vie des femmes, filles et des enfants. Les CISM constituent une approche holistique et intégrée renfermant les services médicaux, psychosociaux, Juridiques, sécuritaires ainsi que de réinsertion socio économique dont l'objectif est de rendre accessible les services multisectoriels de qualité conformes aux besoins des survivantes en un lieu et d'en assurer la pérennisation.



En dehors des quatre (4) sites que sont l'Hôpital de la Mère et de l'Enfant (HME), l'Hôpital Tchad Chine (HTC), Complexe Hospitalo-Universitaire le Bon Samaritain, l'Hôpital Notre Dame des Apôtres (NDA), plusieurs autres provinces seront dotées des CISM. Avec la mobilisation de ressources sur financement du projet KOICA, déjà les provinces du Moyen Chari, des Logones Occidentale et Orientale, du Lac, bénéficieront de réfection et d'équipements des sites identifiés pour abriter les CISM.

Sages-femmes humanitaires, véritables soldats de développement pour la préparation et riposte aux besoins des femmes, filles, nouveau-nés en situation d'urgence humanitaire au Tchad : Focus Sage-femme humanitaires des camps de réfugiés camerounais à Kalambari et Guilmeiy

Les risques de violence sexuelle augmentent en cas de toute crise humanitaire ; le manque de planification familiale augmente les risques liés aux grossesses non désirées ; La malnutrition et les épidémies augmentent les risques de complications des grossesses ; les accouchements se produisent dans des conditions difficiles lors des mouvements de population ; le manque d'accès à des soins obstétricaux d'urgence augmente les risques de décès maternel ; les risques de transmission des IST/VIH augmentent en cas de déplacement massif et d'instabilité sociale ; Les besoins en Santé Sexuelle et Reproductive qui sont un droit, sont toujours présents en temps de crise où, on constate que ces besoins augmentent et affectent prioritairement les femmes et les filles ; pour répondre efficacement et promptement à ces besoins, UNFPA a développé avec l'appui technique de OCHA, OMS, UNHCR le concept de Sage-Femme Humanitaire, véritable soldat de développement pour les femmes, adolescentes, filles,

nouveau-nés dans les situations de crises. Les sages-femmes humanitaires ont été déployées dans les 48h suivants l'arrivée des réfugiés Camerounais et ensuite dans les camps de Kalambari et Guilmeiy (Sous la supervision du UNHCR et en étroite collaboration avec IRC). Elles ont dès le début de cette crise, offert aux réfugiés et populations hôtes des prestations de Consultations Périnatales (242 par mois en moyenne), de planification familiale (75 nouvelles acceptantes en moyenne par mois), d'accouchement (40 en moyenne par mois), de prise en charge clinique des VBG et réfèrent des cas compliqués vers les hôpitaux de District. Il n'a été enregistré jusqu'ici aucun décès maternel et néonatal. Un véritable exploit dans un contexte caractérisé par un fort taux de décès maternel et infantile. Ces sages-femmes sont de véritables championnes pour l'élimination des décès maternels et néonataux évitables en situation de crise humanitaires.



Gal. Halimé Bouyé Hohamoud

Mme Evodia Pakoure

Elles s'appellent : Halimé Bouyé Hohamoud première femme élevée au grade Général de Brigade et Evodia Pakouaré la toute première femme contrôleur Général de Police.

C'était à la présidence de la République du Tchad, quand le Président du Conseil Militaire de Transition échangeait avec les différentes couches socioprofessionnelles des femmes, le 8 mars, lors de la célébration de la journée Internationale de la femme, que la surprise fut pour la dame colonel Halimé de recevoir de la main du Président le grade de général de Brigade, pour ses énormes sacrifices au rang des forces et de sécurité. Il faut noter que Mme Halimé totalise plus de 20 ans de service au sein au service de la santé de l'Armée Nationale Tchadienne. Elle a quitté très tôt, le banc de l'école pour combattre au côté du feu Maréchal du Tchad, Idriss Deby Itno. Très battante et engagée, elle rejoint les éléments de l'action du 1er avril, devenu aujourd'hui le Mouvement patriotique du Salut (MPS). Dans ces différentes

opérations pour sauver le pays, le Colonel Halimé a perdu son époux et frère. Après tous ces sacrifices, elle continue de servir l'armée avec abnégation. C'est pour cette bravoure qu'elle ne cesse de montrer que je l'élève au rang de et appellation de général de brigade », justifie le Gal Mahamat Idriss Deby Itno.

Bien avant cette date de la célébration du 8 mars, par décret N°0507, du 25 février 2022, que le Président du Conseil Militaire de transition Gal Mahamat Idriss Deby Itno, d'élever à titre exceptionnel au grade de Contrôleur Général de Police de 2e grade Mme Evodia Pakoure. Elle est nommée aussitôt Directrice générale adjointe de la Police Nationale. Engagé dans la police depuis 1988, Mme Evodia a fait preuve d'assiduité en bravant plusieurs postes de responsabilité. Devenu en 2007, la toute première femme Commissaire principale de police et a exercé ce métier au Commissariat l'Ordre Public (COP 6 et 12) de la ville de N'Djamena.

La SENAFET ET JIF EN IMAGE!



Nos agences et programmes du système des Nations Unies au Tchad

Le Tchad est membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis le 20 septembre 1960. En tant que partenaire impartial et de confiance, l'ONU appuie le Gouvernement tchadien dans la mise en œuvre des politiques nationales pour répondre plus efficacement aux défis majeurs de développement, la consolidation de la paix ainsi qu'aux besoins humanitaires auxquels le pays est confronté.

Au Tchad, quinze programmes et agences des Nations Unies sont actifs à savoir : FAO, HCDH, OCHA, OIM, OMS, ONUSIDA, PAM, PNUD, FNUAP, HCR, UNICEF, UNESCO, UNODC, OIT et FIDA.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT



UNHCR
The UN Refugee Agency



OCHA



IOM
UN MIGRATION



Organisation
mondiale de la Santé



ONUSIDA



Programme
Alimentaire
Mondial

PAM



PNUD



pour chaque enfant



FIDA
Investir dans les
populations rurales



Organisation
internationale
du Travail



ONUDC
Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime



Violette Kakyomya
RC/HC ONU Tchad



Serge Tissot
FAO Représentant



Dr Sennen Hounton
UNFPA Représentant



Jacques Boyer
UNICEF, Représentant



Papa Kysma Sylla
UNHCR Représentant



Dieudonné Bamouni
OCHA Chef de Bureau



Anne Kathrin Schaefer
OIM Cheffe de mission



Jean-Bosco Ndiokubwayo
OMS Représentant



OUATTARA Yafflo
ONUSIDA Directeur Pays



Pierre HONNORAT
PAM Représentant



Kamil Kamaluddeen
PNUD Représentant



Minelli Flaminia
HCDH Représentant



BP: 906 – N'Djamena
Le Bureau de la Coordination du système des Nations Unies est situé sur
l'Avenue Idriss Miskine Rue 1044_Porte 530 au quartier Klemat



@OnuTchad



@OnuTchad



@OnuTchad



<https://chad.un.org/>